

**Art. 3.** Une copie du présent arrêté est transmise à titre d'information au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

**Art. 4.** Le Ministre flamand, qui a l'assistance aux personnes et la politique de la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 décembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,  
W. BEKE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/40083]

#### 18 DECEMBRE 2019. — Décret relatif à la collaboration entre les hôpitaux universitaires et une personne morale de droit privé et/ou de droit public ainsi qu'à l'agrément des hôpitaux universitaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « hôpital universitaire » :

- a. le Centre hospitalier universitaire de Liège ;
- b. les Cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwe-Saint-Lambert ;
- c. les Cliniques universitaires de Mont-Godinne ;
- d. l'Hôpital Erasme à Anderlecht ;

2° « hôpital public » : un hôpital au sens de l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, exploité par un gestionnaire public de soins;

3° « hôpital privé » : un hôpital au sens de l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, qui est exploité par un gestionnaire privé de soins ;

4° « gestionnaire public de soins » : toute personne morale de droit public créée et organisée :

- a. soit en vertu du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
- b. soit de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;
- c. soit en vertu de la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976, version applicable à la Région wallonne et version applicable à la Région de Bruxelles-Capitale ;  
qui exploite un ou plusieurs hôpitaux au sens de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

5° « gestionnaire privé de soins » : toute personne morale, autre qu'un gestionnaire public de soins, qui exploite un ou plusieurs hôpitaux au sens de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

6° « collaboration hospitalière » : la collaboration durable dotée de la personnalité juridique, entre hôpitaux publics et/ou privés de soins ayant pour objet l'organisation de l'offre de soins, dans le cadre de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

7° « gestionnaire de la collaboration hospitalière » : la personne morale en charge de la collaboration hospitalière ;

8° « collaboration » : toute forme de collaboration entre hôpitaux réglementée sur la base de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

9° « réseau hospitalier clinique locorégional » : le réseau hospitalier visé à l'article 14/1, 1°, de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins.

#### CHAPITRE II. — *La collaboration hospitalière*

**Art. 2.** En vue d'organiser l'offre de soins, un hôpital universitaire peut collaborer avec un ou des hôpitaux publics et/ou privés ou exclusivement avec un ou des hôpitaux privés ou exclusivement avec un ou des hôpitaux publics.

**Art. 3.** Lorsqu'une collaboration hospitalière est conclue entre soit un hôpital universitaire et au moins un hôpital privé, soit un hôpital universitaire et au moins un hôpital public, soit un hôpital universitaire et au moins un hôpital privé et au moins un hôpital public, elle peut être constituée, par leurs gestionnaires, sous la forme d'une société ou d'une association dotée de la personnalité juridique conformément au Code des sociétés et des associations.

Si la collaboration prend la forme d'une association sans but lucratif, celle-ci doit être de droit privé, sauf autre accord des gestionnaires de ces hôpitaux quant à la forme juridique du gestionnaire de la collaboration hospitalière.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La nécessité et l'opportunité pour un hôpital universitaire de participer à une collaboration hospitalière résulte d'une motivation spécifique et écrite indiquant de quelle manière la collaboration projetée permet au gestionnaire de soins de réaliser l'objet social en vue duquel l'hôpital universitaire a été créé et est géré.

La motivation spécifique et écrite indique également les motifs du choix des hôpitaux privés et/ou publics avec lesquels l'hôpital universitaire souhaite participer à une collaboration hospitalière.

§ 2. La constitution du gestionnaire de la collaboration hospitalière ne peut intervenir qu'après que l'organe légalement ou statutairement compétent du gestionnaire de soins ait délibéré sur la collaboration projetée sur la base de la motivation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> et ait marqué son accord quant à cette participation. Toute décision est annexée à l'acte constitutif du gestionnaire de la collaboration hospitalière.

**Art. 5.** Sans préjudice de l'application du Code des sociétés et des associations, les statuts du gestionnaire de la collaboration hospitalière mentionnent au minimum :

- 1° la forme juridique de la collaboration hospitalière et son siège social;
- 2° la description de son objet social ;
- 3° les attributions de l'assemblée générale ;
- 4° les attributions du conseil d'administration ou de l'organe de gestion ;
- 5° le mode de nomination et de révocation des administrateurs ou des personnes en charge de l'organe de gestion ;
- 6° les responsabilités des administrateurs ou des personnes en charge de l'organe de gestion ;
- 7° les règles financières et comptables ;
- 8° les modalités et les conditions du retrait d'un associé avant le terme prévu par les statuts ;
- 9° les modalités, les conditions et la destination du patrimoine en cas de dissolution ou de liquidation ;
- 10° les modes de résolution des conflits entre partenaires.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'hôpital universitaire désigne les personnes proposées en vue de le représenter au sein des organes du gestionnaire de la collaboration hospitalière. Ces représentants exercent leur mandat en veillant à ce que la politique menée dans le cadre de la collaboration hospitalière ne dénature pas l'objet social en vue duquel l'hôpital universitaire a été créé.

§ 2. Les représentants visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont chargés de faire rapport annuellement à leurs mandants sur la teneur et les implications des décisions adoptées par le gestionnaire de la collaboration hospitalière.

§ 3. Sans préjudice des dispositions de la législation organique fédérale relative aux hôpitaux et par application des règles visées à l'article 134 et 135 de la Constitution régissant la matière, le mandat exercé par les administrateurs visés à l'article 5, 5°, est exercé à titre gratuit.

#### CHAPITRE III. — *Agrément*

**Art. 7.** Le Gouvernement détermine les normes d'agrément des hôpitaux universitaires, les normes complémentaires à la législation organique et de programmation ainsi que les sanctions, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale fixées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 1°, a) à d) ; de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Gouvernement fixe les normes spéciales pour les hôpitaux universitaires.

**Art. 8.** Le Gouvernement arrête les modalités d'agrément et de sanctions applicables aux collaborations et aux réseaux hospitaliers cliniques locorégionaux.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et entrée en vigueur*

**Art. 9.** L'article 2 du décret du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soin dans la Communauté française est abrogé.

**Art. 10.** Le présent décret entre en vigueur le 31 décembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 2019.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—  
Note

*Session 2019-2020*

Proposition de décret, n° 40-1. – Amendements en commission, n° 40-2 - Amendements en séance, n° 40-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 40-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 décembre 2019.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/40083]

**18 DECEMBER 2019. — Decreet betreffende de samenwerking tussen universitaire ziekenhuizen en een privaatrechtelijke en/of publiekrechtelijke rechtspersoon en betreffende de erkenning van universitaire ziekenhuizen**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° “universitair ziekenhuis”:

- a. het « Centre hospitalier universitaire de Liège »;
- b. de « Cliniques universitaires Saint-Luc » te Sint-Lambrechts-Woluwe;
- c. de « Cliniques universitaires de Mont-Godinne »;
- d. het « Hôpital Erasme » te Anderlecht;

2° “openbaar ziekenhuis”: een ziekenhuis in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, dat door een openbare beheerder inzake zorgverlening wordt uitgebaut;

3° “privéziekenhuis”: een ziekenhuis in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, dat door een privébeheerder inzake zorgverlening wordt uitgebaut;

4° “de openbare beheerder inzake zorgverlening”: iedere publiekrechtelijke rechtspersoon die opgericht en georganiseerd is:

- a. ofwel krachtens het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie;
  - b. ofwel krachtens de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988;
  - c. ofwel krachtens de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de versie die van toepassing is op het Waalse Gewest en de versie die op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van toepassing is;
- die één of meerdere ziekenhuizen uitbaat in de zin van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

5° “de privébeheerder inzake zorgverlening”: iedere andere rechtspersoon dan een openbare beheerder inzake zorgverlening, die één of meerdere ziekenhuizen uitbaat in de zin van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

6° “het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen”: de langdurige samenwerking met rechtspersoonlijkheid tussen openbare en/of privéziekenhuizen met het oog op de organisatie van het zorgaanbod, in het kader van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

7° “de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen”: de rechtspersoon belast met het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen;

8° “het samenwerkingsverband”: elke vorm van samenwerking tussen ziekenhuizen op basis van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

9° “locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk”: het ziekenhuisnetwerk bedoeld bij artikel 14/1, 1°, van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen.

HOOFDSTUK II. — *Samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen*

**Art. 2.** Met het oog op de organisatie van het zorgaanbod kan een universitair ziekenhuis met één of meerdere openbare ziekenhuizen en/of één of meerdere privéziekenhuizen of uitsluitend met één of meerdere openbare ziekenhuizen samenwerken.

**Art. 3.** Wanneer een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen wordt aangegaan tussen ofwel een universitair ziekenhuis en minstens een privéziekenhuis, ofwel een universitair ziekenhuis en minstens één openbaar ziekenhuis, ofwel een universitair ziekenhuis en minstens een privéziekenhuis en minstens een openbaar ziekenhuis, wordt bedoeld samenwerkingsverband door hun beheerders opgericht in de vorm van een vennootschap of vereniging met een rechtspersoon overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Wanneer een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen de vorm inneemt van een vereniging zonder winst oogmerk, moet deze vereniging van privaatrechtelijke aard zijn, behoudens andersluidend akkoord tussen de beheerders van deze ziekenhuizen betreffende de rechtsvorm van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

**Art. 4. § 1.** De noodzaak en de gepastheid voor een universitair ziekenhuis om deel te nemen aan het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen steunt op een specifieke en schriftelijke motivering waarin wordt vermeld hoe de voorgenomen samenwerking de beheerder inzake zorgverlening in staat stelt het maatschappelijk doel te verwezenlijken waarvoor het universitair ziekenhuis is opgericht en wordt beheerd.

De specifieke en schriftelijke motivering vermeldt ook de redenen voor de keuze van de privé- en/of openbare ziekenhuizen waarmee het universitair ziekenhuis wenst deel te nemen aan een samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

§ 2. De beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen mag pas worden opgericht nadat het wettelijk of statutair bevoegd orgaan van de beheerder inzake zorgverlening zich op basis van de in paragraaf 1 bedoelde motivering over de voorgenomen samenwerking heeft beraden en met deze deelname heeft ingestemd. Elke beslissing wordt gevoegd bij de oprichtingsakte van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen.

**Art. 5.** Onverminderd de toepassing van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vermelden de statuten van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen a minima:

- 1° de rechtsvorm van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen en zijn maatschappelijke zetel;
- 2° de omschrijving van zijn maatschappelijk doel;
- 3° de bevoegdheden van de algemene vergadering;
- 4° de bevoegdheden van de raad van bestuur of van het beheersorgaan;
- 5° de wijze van benoeming en afzetting van de bestuurders of personen belast met het beheersorgaan;
- 6° de verantwoordelijkheden van de bestuurders of personen belast met het beheersorgaan;
- 7° de financiële en boekhoudkundige regels;
- 8° de nadere regels en voorwaarden voor de terugtrekking van een vennoot vóór de in de statuten bepaalde termijn;
- 9° de nadere regels, de voorwaarden en de bestemming van het vermogen in geval van ontbinding of liquidatie;
- 10° de nadere regels voor het oplossen van conflicten tussen partners.

**Art. 6. § 1.** Het universitair ziekenhuis wijst de personen aan die voorgedragen worden om het universitair ziekenhuis te vertegenwoordigen in de organen van de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen. Deze vertegenwoordigers oefenen hun mandaat uit waarbij ze ervoor zorgen dat het in het kader van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen gevoerde beleid het maatschappelijk doel waarvoor het openbare ziekenhuis is opgericht, niet verloren gaat.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vertegenwoordigers zijn ermee belast jaarlijks verslag uit te brengen aan hun opdrachtgevers over de inhoud en gevolgen van de door de beheerder van het samenwerkingsverband tussen ziekenhuizen genomen beslissingen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van de federale organieke wetgeving op de ziekenhuizen en met toepassing van de regels bedoeld bij de artikelen 134 en 135 van de Grondwet die op deze aangelegenheid toepasselijk zijn, wordt het mandaat dat wordt uitgeoefend door de bestuurders bedoeld bij artikel 5, 5° kosteloos uitgeoefend.

#### HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

**Art. 7.** De Regering bepaalt de normen voor de erkenning van de universitaire ziekenhuizen, de normen ter aanvulling van de organieke en programmeringswetgeving, alsook de sancties, onverminderd de bevoegdheden van de federale overheid bepaald in artikel 5, § 1, I, 1°, a) tot d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De Regering stelt de afzonderlijke normen voor universitaire ziekenhuizen vast.

**Art. 8.** De Regering bepaalt de nadere regels voor de erkenning en de sancties die van toepassing zijn op ieder samenwerkingsverband en ieder locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepaling en inwerkingtreding*

**Art. 9.** Artikel 2 van het decreet van 30 maart 1983 betreffende de organisatie van verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit decreet treedt in werking op 31 december 2019.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 2019.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 40-1. Commissieamendementen, nr. 40-2. - Vergaderingsamendementen nr. 40-3. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 40-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 18 december 2019.